

SEPTEMBRE 2025 / N°3



GREENFO

LE MAGAZINE DES VERT·E·S SUISSES

- › POUR LA CLIMATOLOGUE MARTINE REBETZ, L'INACTION COÛTE CHER 3
- › DEEP SEA MINING : ET SI LA PETITE SUISSE FAISAIT BARRAGE À TRUMP ? 6
- › E-ID : OUI À UNE NOUVELLE IDENTITÉ NUMÉRIQUE EN MAINS PUBLIQUES 7

SUPPRESSION
DE LA VALEUR
LOCATIVE:

NON

**S'ADAPTER GRÂCE
AU FONDS CLIMAT**



FACE AUX CANICULES NOUS AVONS UN PLAN

L'arrivée de l'été n'est plus seulement réjouissance. Depuis quelques années, je redoute les températures extrêmes : au centre-ville de Genève, avec deux enfants en bas âge, la chaleur est oppressante. Les nuits sont difficiles, car il est impossible de dormir fenêtres ouvertes à cause du bruit routier. Les toboggans cuisent et chaque déplacement sur les routes brûlantes est un défi. Pour les plus vulnérables – les personnes âgées, les jeunes enfants ou les personnes qui travaillent à l'extérieur – les villes se transforment en enfer.

La canicule exacerbe les inégalités. Et, aujourd'hui déjà, elle tue. Nous refusons une Suisse où les plus riches ont les moyens de se protéger, tandis

que les autres sont livrés à eux-mêmes. Les canicules doivent être traitées comme des catastrophes naturelles, avec des moyens d'envergure pour protéger toute la population. C'est un enjeu de santé publique. Cela exige une meilleure protection des travailleuses et travailleurs, une offensive d'isolation des logements, une transformation des villes et l'installation de climatisation dans les hôpitaux, les maisons de retraite ou les crèches.

La bonne nouvelle : plus de vert et d'eau ou moins de voitures et de béton ne réduisent pas seulement les îlots de chaleur, mais rendent aussi nos villes plus agréables à vivre. Les Vertes et Verts dans les exécutifs agissent localement, mais au niveau national, la

majorité de droite démantèle la protection du climat. Pour avancer, il faut changer le cadre fédéral : un arrêt du travail à l'extérieur lors de grosses chaleurs sans perte de salaire, une diminution des loyers durant la canicule si rien n'est entrepris par les propriétaires pour protéger l'appartement du soleil ou un droit à l'ombre dans l'espace public. Et plus que jamais, il faut investir pour le climat. Notre initiative pour un fonds climat est une réponse urgente. Le parlement ne veut rien entendre ? Nous mobiliserons la population.

Lisa Mazzone
présidente des VERT-E-S suisses
📧 lisa_mazzone

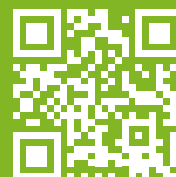
Impressum

Greenfo – Le magazine des VERT-E-S suisses
Waisenhausplatz 21, 3011 Berne
031 326 66 00
www.verts.ch - verts@verts.ch
Tirage 3800 exemplaires
Rédaction : Marjorie Spart, Florian Wüstholtz
Traduction : Madeleine Zbinden, Marjorie Spart
Mise en page et illustrations : Tom Wahli
Imprimerie : Bubenbergr Druck
Photos: Hussain Deabil (p.1), Austris Augusts (p.2), KEYSTONE (p.3), Tom Wahli (pp.4, 6), Beatrice Devènes (p.6), Monika Flückiger (pp.4, 5), m-à-d (pp.7, 8)

Abonnement annuel : CHF 20.- (compris dans la cotisation de membre)
Soutenez les VERT-E-S en versant un don !
IBAN CH02 0900 0000 8002 6747 3 ou
www.verts.ch/faire-un-don

COUP DE BOOST POUR L'INITIATIVE SOLAIRE

Il ne reste plus que quatre mois pour récolter 45 000 signatures pour notre initiative solaire. Mobilisons-nous toutes et tous pour réunir le plus vite possible les signatures encore manquantes, grâce au bulletin encarté dans Greenfo. Faites signer votre entourage, votre voisinage et accélérons le tournant énergétique.
www.initiativesolaire.ch



NOUVEAU PROGRAMME DES COURS CHEZ MOVENDO

Vous souhaitez vous former sur les thèmes liés au monde du travail ? En tant que membre des VERT-E-S, vous bénéficiez d'une réduction sur les cours proposés par « Movendo », l'institut de formation des syndicats de l'USS. Infos et programme sur www.movendo.ch / 058 218 00 00

«LES CHANGEMENTS SONT DE PLUS EN PLUS RAPIDES»

Lors de l'effondrement du glacier du Birch, 10 mio de mètres cubes de glace et de roches ont enseveli le village de Blatten. La professeure Martine Rebetez nous explique les liens avec la crise climatique.



Martine Rebetez est professeure de climatologie à l'Université de Neuchâtel et à l'Institut fédéral de recherches WSL.

En tant que climatologue, la catastrophe de Blatten vous a-t-elle surprise ?

Pas vraiment, car nous savions qu'il y avait un risque que les choses tournent mal. Mais l'ampleur de la catastrophe a été choquante pour tout le monde.

Quel lien a-t-elle avec la crise climatique ?

S'agissant d'un événement isolé et spécifique, il est toujours difficile de dire immédiatement combien l'augmentation des températures y a contribué. Mais sur l'évolution générale, on observe que ce type d'événements - éboulements, glissements de terrains, laves torrentielles, etc - s'accroît nettement.

On rencontrait déjà ces phénomènes auparavant, mais aujourd'hui les processus s'accélèrent.

À quoi cela tient-il ?

Les températures plus élevées et les changements dans le régime des précipitations déstabilisent le terrain, en particulier dans les secteurs concernés par les glaciers et le permafrost. Leur fonte laisse des terrains qui peuvent être emportés par des précipitations de plus en plus extrêmes. Et la limite des chutes de neige monte. Au lieu d'être stockée temporairement sous forme solide, une plus grande partie des précipitations peut contribuer immédiatement à une inondation ou à une lave torrentielle.

Cela signifie-t-il qu'il deviendra impossible de vivre dans les Alpes ?

Non, au contraire, les régions de plaine ne sont pas épargnées par les

catastrophes et avec des canicules de plus en plus intenses, les zones d'habitat en altitude deviennent des refuges extrêmement précieux. Il faut les maintenir autant que possible.

Comment ?

Le plus important, c'est de sortir le plus rapidement possible des énergies fossiles. C'est techniquement possible et financièrement très intéressant. Mais le lobby pétrolier fait tout pour l'empêcher. C'est une catastrophe pour l'humanité.

Et qu'en est-il des conséquences déjà visibles ?

Les études sont unanimes : l'inaction est ce qui nous coûtera le plus cher. Les milliards que nous dépensons pour le pétrole et le gaz seraient mieux investis dans la transition énergétique et dans l'adaptation, pour protéger les infrastructures et la population.

DAVANTAGE DE MOYENS POUR PROTÉGER LE CLIMAT

Comme l'explique Martine Rebetez, **notre dépendance envers le pétrole et le gaz menace notre avenir**. Transformer la Suisse nécessite des investissements socialement pertinents. **L'initiative pour un Fonds Climat** y veille en dotant chaque année **un fonds étatique de 0,5 à 1% du PIB et en encourageant économies d'énergie, alternatives indigènes et sécurité de l'approvisionnement**.

Or, la majorité de droite au Conseil fédéral et au Conseil national refuse de regarder la réalité en face. Fermée à tout compromis, elle a rejeté l'initiative, alors que la population a approuvé des objectifs contraignants en acceptant la loi sur les énergies renouvelables et celle sur la protection du climat : **les mesures prises jusqu'ici par la Suisse ne suffisent même pas à atteindre l'un d'entre eux : la neutralité carbone d'ici 2050**. Notre réponse à ce déni de réalité : une campagne référendaire forte et la victoire dans les urnes.

Verser un don pour l'avenir : www.verts.ch/fonds-climat



EMPÊCHER LA DESTRUCTION DES OCÉANS

En avril dernier, Donald Trump a signé un décret autorisant l'exploitation minière des fonds marins. L'entreprise Allseas, qui a son siège social en Suisse, compte participer à l'extraction. Pourtant, la Suisse a signé un moratoire sur l'exploitation des fonds marins. Conseiller national VD et avocat, Raphaël Mahaim s'engage contre cette pratique qui menace des écosystèmes fragiles et méconnus. Mais aussi pour faire respecter le droit international.



Raphaël Mahaim
conseiller national VD
@raphael.mahaim

Donald Trump peut-il autoriser l'exploitation minière des fonds marins dans les eaux américaines mais aussi internationales?

Pour les eaux territoriales américaines, le gouvernement Trump jouit d'une certaine marge de manœuvre. Cependant, l'autorité onusienne compétente (Autorité internationale des fonds marins) a publié une déclaration condamnant ces velléités. Les grands fonds marins sont un « patrimoine commun de l'humanité » dont Trump ne peut autoriser seul l'exploitation. Bien que les États-Unis n'aient pas ratifié la Convention internationale sur le droit de la mer, la protection des fonds marins relève du droit coutumier en droit international et s'applique à tous les États.

Allseas a-t-elle le droit de participer à ces forages, alors que la Suisse a signé le moratoire sur l'exploitation des fonds marins ?

La Suisse a ratifié la convention sur le droit de la mer, donc la situation est limpide : elle ne peut laisser une entreprise suisse participer à l'exploitation de ces ressources, cela d'autant plus qu'Allseas jouerait un rôle central dans le projet en discussion dans le Pacifique.

Tu as interpellé le Conseil fédéral pour savoir ce qu'il comptait faire pour empêcher Allseas d'y participer.

Qu'a-t-il répondu ?

Le Conseil fédéral a dit être conscient de ses obligations internationales et qu'il émettait de gros doutes sur la compatibilité du projet avec le droit international. Il n'a toutefois pas dit qu'il interviendrait directement auprès d'Allseas, car il estime que le projet n'est pas suffisamment avancé.

La petite Suisse a donc le pouvoir de contrecarrer les plans de Trump ?

Oui ! C'est un excellent exemple de l'importance de la Suisse sur la scène internationale. Si la Suisse place le respect du droit en priorité, elle peut

contrecarrer le funeste projet de Trump.

Que comptes-tu faire de plus pour empêcher Allseas de détruire les océans ?

Comme conseiller national, je maintiendrai une pression constante sur le Conseil fédéral au Parlement, avec le soutien des ONG. La Suisse ne doit en aucun cas se rendre complice d'une violation du droit international. En tant qu'avocat, j'aide les ONG américaines à examiner toutes les possibilités d'agir rapidement si les choses s'accroissent.

PROTÉGEONS LES OCÉANS : SIGNEZ NOTRE APPEL !

L'exploitation minière des fonds marins, aussi appelée Deep Sea Mining, consiste à racle le fond des océans en quête de métaux rares (cobalt, nickel) ou des terres rares. Une pratique nuisible aux écosystèmes fragiles et méconnus des abysses et qui met en danger l'équilibre des mers. Voilà pourquoi un moratoire sur cette pratique a été signé par plus de 30 pays.

Il est intolérable qu'une société suisse participe à la destruction des océans. Pour l'empêcher, les VERT-E-S ont lancé un appel au Conseil fédéral, lui demandant de faire cesser toutes les activités d'Allseas dans l'exploitation minière en eaux profondes. Merci de signer notre appel: www.verts.ch/deepseamining-appel



LES MULTINATIONALES ENFIN RESPONSABLES ?

La 2e mouture de l'initiative pour des multinationales responsables a récolté 287 000 signatures en six mois ! Cela prouve qu'aujourd'hui, comme en 2020, la population veut des règles contraignantes pour obliger les multinationales suisses à respecter les droits humains et les normes environnementales dans leurs activités commerciales et à réduire leurs émissions nocives pour le climat. Cette deuxième votation sera la bonne ! www.responsabilite-multinationales.ch

28.9.

OUI

LA NOUVELLE E-ID : JALON ESSENTIEL DE LA POLITIQUE NUMÉRIQUE

Il y a quatre ans, la Suisse rejetait à juste titre le projet d'une identité numérique, détenue en mains privées. Aujourd'hui, la Suisse peut se doter d'une e-ID sûre, gratuite et gérée par l'État : un jalon essentiel de la politique numérique. Ce projet porte la marque des VERT-E-S et nous nous engageons pour son adoption par le peuple le 28 septembre.

Après le non sans appel, en 2021, au premier projet d'identité électronique contre lequel les VERT-E-S se sont fermement engagé-e-s, nous avons relancé le projet au Conseil national via une motion interpartis. Celle-ci a posé la première pierre d'une solution en mains publiques et d'intérêt général. Ce projet a ouvert la voie à une nouvelle loi, mais aussi à une approche radicalement ouverte et participative : dans une démarche open source, l'administration, la société civile, les milieux scientifiques et économiques ont développé conjointement les bases techniques du projet sous forme de biens communs numériques. Si cette manière de travailler ensemble est encore inhabituelle pour les projets fédéraux, elle a contribué au succès.

Le Conseil fédéral, le Parlement, les milieux scientifiques, la société civile, les associations économiques et tous les grands partis soutiennent la nouvelle e-ID. Mais le référendum a été lancé par le Parti pirate et les milieux d'extrême droite - comme Massvoll ou les Amis de la Constitution - qui cachent leur profonde méfiance envers l'État derrière de prétendues préoccupations sécuritaires. Leur objectif : empêcher l'État de délivrer toute identité numérique. Rejeter cette loi

reviendrait à ouvrir la porte à des alternatives issues de l'économie privée, à la Big Tech qui cherche à tirer profit de l'utilisation de nos données.

Utilisation minimale des données

La nouvelle loi est un modèle en matière de protection et d'utilisation minimale des données. Par exemple, pour attester de son âge, la nouvelle e-ID n'indique ni date de naissance ni données personnelles, mais juste si la personne a bien l'âge requis. Cette loi protège la sphère privée, et en particulier les activités des jeunes en ligne. C'est un réel progrès en comparaison à l'actuelle récolte omniprésente de données.

L'infrastructure est gérée par l'État, faisant de l'e-ID un service public destiné à l'ensemble de la population. L'utilisation de cette identité électronique sera large : signature de contrats, ouverture de comptes bancaires, commande de relevés. Une utilisation simple, sûre, numérique. La création de l'e-ID ouvrira la voix, ultérieurement, à la création du e-collecting, la récolte électronique de signatures. Un renforcement clair de la démocratie après les scandales de 2024 sur les fraudes à la récolte de signatures.

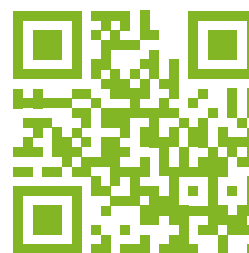
Lutter contre les dérives de l'IA

A l'ère des deepfakes et des tromperies par l'intelligence artificielle, la fiabilité numérique de la nouvelle e-ID est un atout. Une identité vérifiée par l'État et infalsifiable est essentielle pour évoluer en toute sécurité dans l'espace numérique, tant dans la sphère privée que dans la vie politique.

En disant oui à l'e-ID, le 28 septembre, nous récupérons une partie de notre d'autodétermination numérique et jetons les bases d'un avenir numérique digne de confiance et orienté vers l'intérêt général.



Gerhard Andrey
conseiller national FR
anderageru.bsky.social



www.oui-a-l-e-id.ch/fr

NON À UN PROJET DÉSÉQUILIBRÉ

Le projet visant à supprimer la valeur locative est déséquilibré. Il entraîne des pertes fiscales massives et nuit à la transition énergétique.

Les VERT-E-S ne s'opposent pas en soi à la suppression de la valeur locative, ils et elles l'ont même soutenue dans les débats de fond. Mais le projet ficelé par le parlement accentue des inégalités sans rien régler et les conséquences sont négatives lorsqu'on considère l'ensemble.

Expliquer la valeur locative n'est pas chose aisée. Pourtant, elle remplit sa fonction. Grâce à elle, les locataires et les propriétaires bénéficient du même traitement fiscal. Quiconque tire un revenu d'un bien immobilier doit le déclarer aux impôts, tandis qu'un loyer ne peut être déduit des impôts. C'est équitable. Les propriétaires peuvent également bénéficier de déductions fiscales lorsqu'ils et elles investissent dans leurs biens immobiliers. Ce qui encourage les rénovations énergétiques et lutte contre le travail au noir.

C'est une bonne chose. En contrepartie, la valeur locative est nécessaire, car les locataires ne disposent pas de possibilités comparables.

Frein au tournant énergétique

Le projet soumis au vote bouleverse ce système. Il entraînerait des pertes fiscales importantes pour la Confédération et les cantons et un recul considérable en matière de protection du climat, car à l'avenir, les rénovations énergétiques ne seront plus déductibles. Un coup dur alors que la Confédération coupe déjà dans le programme Bâtiment, qui incite les propriétaires à s'éloigner des énergies fossiles et à isoler leur bien. Ce serait désastreux, car le bâti reste responsable de 25% des émissions de gaz à effet de serre et de 40% de la consommation d'énergie en Suisse.

Irresponsable, cette réforme entraînera également des pertes fiscales massives d'environ 1,6 milliard de francs par an, dont les deux tiers sont à la charge des cantons. Il en découlera d'autres mesures d'économies ou coupes dans la protection climatique ou sociale au niveau fédéral et cantonal.

Il apparaît clairement que le projet est déséquilibré, qu'il entraîne des pertes de recettes fiscales considérables et qu'il sape la transition énergétique. C'est pourquoi les VERT-E-S s'engagent pour le non à la suppression de la valeur locative le 28 septembre.



Sophie Michaud Gigon
conseillère nationale VD
smichaudgigon

NOUS CRÉONS UN RÉSEAU SUR LA MIGRATION

La prospérité sociale en Suisse est impensable sans les personnes migrantes. Nous travaillons, nous soignons, nous organisons, nous nous engageons. Et nous contribuons à façonner ce pays depuis des siècles. De nombreuses personnes issues de l'immigration sont également actives chez les VERT-E-S.

Malgré cela, nos perspectives et nos préoccupations se reflètent encore trop rarement dans les structures, les décisions et la politique suisse.

C'est pourquoi un réseau pour les personnes ayant une histoire migratoire se crée au sein des VERT-E-S.

Le réseau Migration doit devenir un lieu d'échange, de renforcement mutuel et d'autonomisation politique. Ensemble, nous voulons insuffler de nouvelles dynamiques, participer à façonner les structures et faire passer un message clair : nous sommes nombreuses et nombreux et nos voix comptent.

Si vous vous sentez concerné-e, si vous avez envie de créer des liens ou d'apporter vos expériences et idées, participez à la création de ce réseau ! Il sera façonné par toutes celles et ceux qui souhaitent le construire ensemble. Plus d'infos sur notre site !

www.verts.ch



Jelena Filipovic
responsable communication
et campagne
les VERT-E-S suisses

INFORMER LES JEUNES DANS LA JOIE ET EN SE BASANT SUR DES FAITS

Le Sédunois Sheldon Masseraz, 26 ans, vient d'être élu à la co-présidence des Jeunes Vert-e-x-s. Après quatre ans à la co-présidence en Valais, il poursuit son engagement au niveau national.

J'ai rejoint les Jeunes Vert-e-x-s en 2020, parce que j'avais cette envie brûlante de proposer des solutions aux problèmes sociaux et environnementaux. La politique me semblait être la meilleure voie pour faire changer les choses, puisqu'elle est au cœur de l'organisation de notre société.

J'ai commencé par être actif en Valais, où j'ai coprésidé la section pendant quatre ans. Je travaille aussi en tant qu'assistant parlementaire du conseiller national VS Christophe Clivaz ainsi qu'à l'Office des eaux du canton de Berne. Ayant presque toujours participé aux campagnes et événements nationaux, j'ai voulu m'impliquer plus à cette échelle, afin de continuer de défendre des idées éco-

logistes et progressistes. Depuis mon élection à la coprésidence en avril, j'ai énormément appris, aussi bien sur le plan organisationnel qu'humain, et je dois dire que cette fonction, bien qu'intense, me plaît beaucoup.

Concernant nos projets en cours, je me réjouis du référendum contre le démantèlement du service civil. Les attaques répétées de la droite contre cette institution pourtant si utile à la Suisse sont insupportables.

J'ai également hâte du lancement de notre nouveau podcast national en français, dont le premier épisode s'intitule « Pourquoi la politique n'est pas sexy chez les jeunes ? »

À l'image du nom de cet épisode, je suis convaincu que nous devons rendre la

politique plus attractive auprès des jeunes, afin de consolider et d'étendre notre base militante et électorale. Nous devons continuer de propager notre vision du monde, en informant et en exposant les faits, tout en le faisant avec joie.

En fin de compte, notre meilleure arme face à une droite toujours plus extrême et déconnectée du peuple, c'est notre joie de vivre, notre ouverture d'esprit et nos idées qui reposent sur une information véridique et de qualité.



Sheldon Masseraz
co-président des Jeunes
Vert-e-x-s Suisse

POUR UN SERVICE CIVIL FORT

Les personnes effectuant leur service civil assument aujourd'hui de nombreuses responsabilités pour notre société. Malgré cela, les partis bourgeois continuent à affaiblir ce précieux service à la population. Pour maintenir un service civil utile, les Jeunes Vert-e-x-s s'engageront contre cette décision dans le probable référendum.

Ils et elles s'occupent des personnes âgées, entretiennent nos régions de montagne, travaillent dans des écoles spécialisées avec des enfants en situation de handicap. Ils et elles apportent leur aide dans les fermes mais aussi dans les crèches. En un mot, les civilistes interviennent là où notre société en a le plus besoin.

Les personnes qui s'engagent dans le service civil contribuent incontestablement à la cohésion sociale. Pourtant, lors de la dernière session parlementaire, le Conseil national a validé un durcissement des conditions d'accès au service civil. Le Conseil des États suivra très probablement cette décision en septembre.

Ce projet rendrait le service civil encore moins attrayant qu'il ne l'est déjà aujourd'hui. Ce qui changera à l'avenir ? La longue période de service devra être effectuée dès la première année suivant l'admission. Ensuite, les civilistes seront astreint-e-s à une obligation de service annuel.

Il sera aussi particulièrement difficile de passer du service militaire au service civil. Les personnes désirant changer de voie devront désormais accomplir au moins 150 jours de service civil. Un durcissement injuste puisque les civilistes accomplissent déjà une durée de service une fois et demie plus longue que l'armée.

C'est inacceptable que les partis

bourgeois sacrifient le service civil au profit de leur politique de sécurité et d'armement dénuée de toute stratégie. Voilà pourquoi les Jeunes Vert-e-x-s ont décidé de s'engager activement dans le référendum qui sera lancé si le Conseil des États venait lui aussi à approuver cette réforme totalement absurde et irresponsable.



Magdalena Erni
co-présidente des Jeunes
Vert-e-x-s Suisse

CLARENCE CHOLLET :

20 ANS À QUESTIONNER L'ORDRE ÉTABLI

Près de vingt ans après mes premiers pas chez les VERT-E-S, j'ai rejoint le Conseil national en juin dernier. Une nouvelle étape dans un engagement enraciné dans la nature et le militantisme.

En automne 2006, je poussais pour la première fois la porte d'une réunion des VERT-E-S des Montagnes neuchâteloises. Un peu intimidée, mais impatiente de m'engager concrètement pour notre planète. Derrière cette porte, une équipe chaleureuse m'accueillait, menée par Fabien Fivaz. Presque vingt ans plus tard, c'est à lui que je succède au Conseil national, depuis le 2 juin de cette année. C'est un immense honneur, mais aussi une magnifique reconnaissance de ces années d'engagement et de travail collectif.

À mes débuts, je me suis beaucoup investie chez les Jeunes Vert-e-x-s. À l'époque, la section neuchâteloise était présidée par Céline Vara. Son élection au Conseil d'État a propulsé Fabien Fivaz au Conseil des États, et moi au Conseil national. Une rocade pleine de sens, entre trois ancien-ne-s jeunes Vert-e-s. Elle témoigne de la capacité de notre parti à former une relève solide et engagée.

Mon attachement à la nature s'est ancré très tôt, dans une ancienne ferme isolée de la vallée de la Sagne. De cette enfance, j'ai gardé un profond respect pour la nature et pour celles et ceux qui la travaillent, ainsi qu'une bonne dose de pragmatisme. Mon engagement chez les Jeunes Vert-e-x-s a aiguisé mon militantisme et ma volonté de remettre en cause les compromis trop faciles et de questionner l'ordre établi. Sur ce dernier point, ma famille s'accorde à dire que je le faisais déjà bien avant.

En 2012, après deux années à la tête des JVNE, j'ai repris la présidence du parti cantonal alors que j'étais enceinte de mon premier enfant et que je n'avais aucun mandat. Ce fut un sacré défi, relevé pendant quatre ans, avec un deuxième enfant en cours de route. À peine la présidence transmise, j'ai été élue au Grand Conseil. Huit années d'une aventure passionnante, enrichies par l'arrivée d'un troisième enfant. Durant ce mandat, j'ai porté

plusieurs projets qui ont abouti, comme l'introduction d'un congé paternité de quatre semaines pour l'administration ou la suppression des rentes à vie des conseillers et conseillères d'État. D'autres sont encore en chantier, dont celui qui me tient le plus à cœur : l'interdiction de la chasse aux espèces menacées. J'ai aussi eu la chance de présider le parlement cantonal, ce qui m'a apporté une grande connaissance des institutions et des processus politiques et m'a habituée à travailler de manière très étroite avec tous les partis.

Aujourd'hui, siéger au Conseil national bouleverse ma vie : de nouveaux équilibres, un rythme soutenu et tant à apprendre, malgré mes années comme assistante parlementaire. Mais vous l'avez compris, les défis, ça me connaît.

Clarence Chollet
conseillère nationale NE

ROCADES AU SEIN DE LA DÉLÉGATION VERTE NEUCHÂTELOISE À BERNE

Après sa brillante élection au Conseil d'État neuchâtelois, la sénatrice Céline Vara a quitté ses fonctions à Berne fin avril. Grâce au système d'élection à la proportionnelle du canton de Neuchâtel, c'est Fabien Fivaz qui a repris le siège vacant au Conseil des États. Pour compléter le jeu des chaises musicales : la place libérée par Fabien Fivaz au Conseil national a permis à Clarence Chollet d'y faire son entrée, étant la première des viennent-ensuite sur la liste Verte des élections fédérales 2023. Ces deux derniers ont vécu, en juin, une première session réussie dans leurs nouvelles fonctions respectives.